

En une petite phrase Amélie Oudéa-Castéra a mis le feu aux poudres. En plus de confirmer que la classe politique actuelle n'est qu'entre-soi et bourgeoisie, elle met en lumière tout un système que la CGT-EP dénonce depuis des années. Car oui, **les écoles privées sous contrat, principalement catholiques (96 %), sont abreuvées d'argent public.**

Beaucoup le découvrent avec stupeur, et parmi elles et eux il y a très certainement des personnels (enseignant-es et non enseignant-e) du privé. L'**opacité** est donc telle que même celles et ceux qui sont au cœur de ce système en ignorent le fonctionnement. Pourquoi ?



Une partie de la réponse se trouve dans l'**absence d'instance officielle de dialogue** : dans le public, des **conseils d'école** ont lieu régulièrement, permettant une transparence sur les projets en cours et les moyens alloués. Dans le privé, à partir de 11 équivalents temps pleins, il y a obligation de mettre en place un **CSE**, mais cette obligation n'est respectée que dans très peu d'établissements. Pour les petites écoles, très nombreuses : RIEN. Les comptes sont donc totalement opaques : **les équipes n'ont aucune idée des entrées d'argent et dépenses de leur établissement.**

Alors où va l'argent public dans le 1^{er} degré ? Car toutes les écoles ne sont pas dotées de 2 piscines et 7 gymnases comme le très élitiste établissement parisien Stanislas, loin de là.

Qui dit école privée, ne dit pas forcément luxe et moyens à outrance. Les disparités sont nombreuses en fonction des territoires.

Il semblerait que les 8 milliards de fonds publics soient très mal répartis et ne profiteraient pas à toutes et tous.

Donc où va l'argent public quand :

- L'accès au matériel pédagogique (photocopies couleurs, manuels), aux sorties scolaires est limité et que les professeur-es des écoles **financent** certains achats ?
- Les températures sont incontrôlables dans les classes - étouffantes aux beaux jours et glaciales l'hiver – car les **bâtiments** ne sont pas isolés. Parfois même **vétustes** et **délabrés**, peu ou pas entretenus faute de personnel ?
- Les chef-fes d'établissement inscrivent à tour de bras, **surchargeant les classes** et créant des conditions de travail délétères pour les élèves comme pour les enseignant-es ?
- Les enseignante-es compensent le manque de personnel par du **bénévolat imposé** : surveillances, ménage, garderie, cantine et bien évidemment 25^{ème} heure de caractère propre ?

Où va l'argent public quand les personnels de droit privé (OGEC principalement) sont les plus précaires parmi les précaires ? Le plus souvent des femmes, à temps partiel, en CDD, touchant des salaires ridiculement bas, à qui les directions offrent des perspectives de carrière plus que limitées.

Alors... « Le privé c'est mieux » ?

La liste est longue et non exhaustive mais elle témoigne bien de graves problèmes. Comment certains établissements privés peuvent avoir des millions sur leurs comptes pendant que d'autres, regroupant parfois des élèves fragiles, manquent de tout ?

La CGT-EP demande :

- Une transparence totale sur l'usage de cet argent public : sa répartition et son utilisation.
- Une obligation pour les chef-fes d'établissements à mettre en place des conseils d'école afin de mettre fin à cette opacité.
- Des moyens humains et matériels pour que les personnels et les élèves puissent travailler dans des conditions décentes.

Et pour mettre fin à ces disparités et incohérences, la CGT-EP revendique la nationalisation de tous les établissements privés sous contrat, comprenant la fonctionnarisation sur place des personnels via la création d'un grand service public d'éducation laïc et gratuit.